

Plan Local
d'Urbanisme

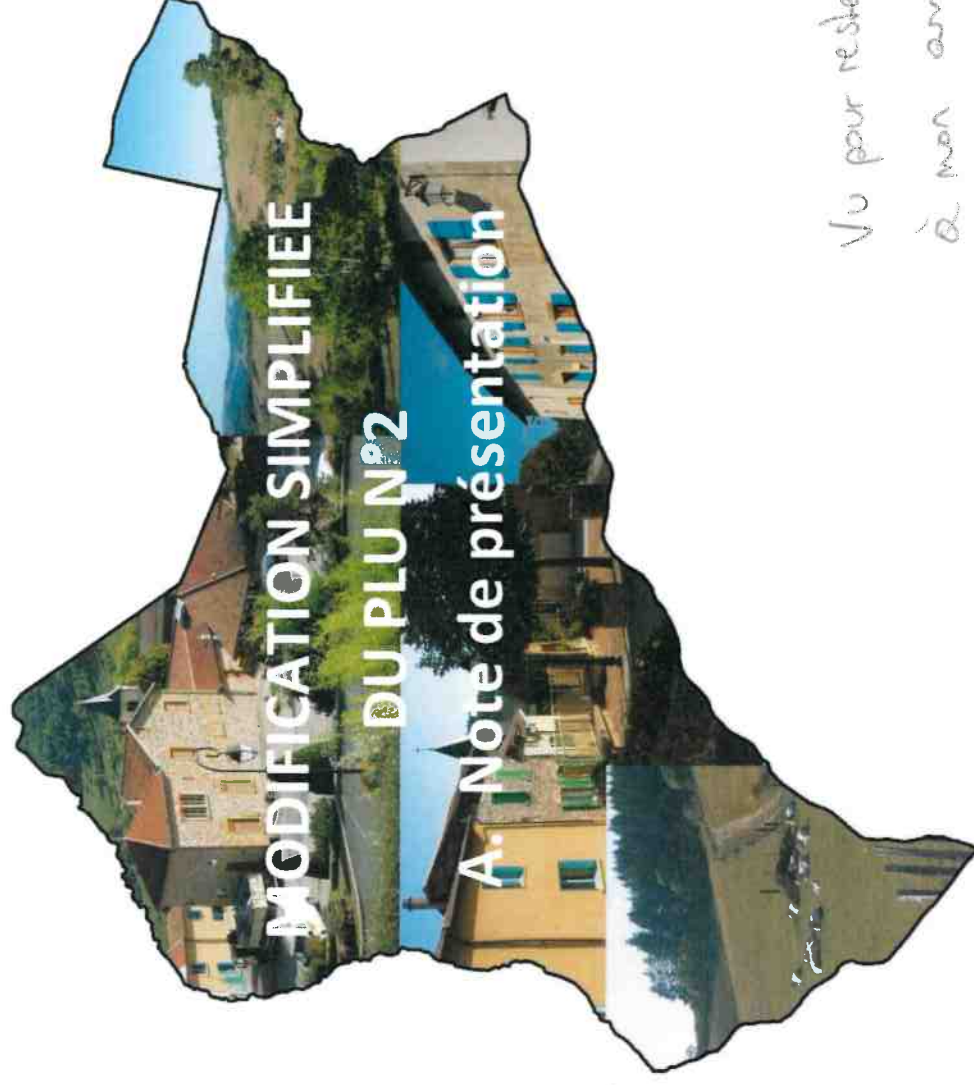
P.L.U

Commune de

ST MARCEL L'ECLAIRE
(Département du Rhône)

04 74 63 29 68

mairie@saintmarcelleclair.fr



Vu pour être annexé à la délibération de ce jour approuvant
la modification simplifiée du PLU
ST MARCEL L'ECLAIRE, le.....

*Vu pour rester annexé
à mon arrêté n° 2012021
en date du 17 juin 2021*



Le Maire
Hervé DIGAS

Sommaire

PREAMBULE.....	3
1 Situation et contexte géographique.....	5
2 Profil de la commune	6
3 Les modifications	7
3 Les modifications	7
4 La traduction dans le dossier réglementaire	8
5 Impact sur l'environnement.....	8
6 Impact sur l'activité agricole	8
CONCLUSION	9

PREAMBULE

OBJET DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

La commune de ST MARCEL L'ECLAIRE dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 5 novembre 2015.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune a été établi selon 3 défis :

Défi I : PRESERVER ET VALORISER LE CADRE DE VIE DU VILLAGE ET SON ENVIRONNEMENT NATUREL

- ➔ Protéger et valoriser le patrimoine naturel, agricole et les paysages ruraux
- ➔ Préserver le caractère rural et le cadre bâti typique du village

DEFI II : CONFORTER LES DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET MAITRISER LE DEVELOPPEMENT URBAIN

- ➔ Accueillir de nouveaux habitants par une offre nouvelle et adaptée de logements

DEFI III : ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ET NOTAMMENT L'ECONOMIE RESIDENTIELLE LOCALE

- ➔ Maintien et développement des commerces, services et équipements
- ➔ Développement économique, notamment touristique du territoire

La présente procédure d'évolution du PLU a pour objet de prendre en compte des projets qui sont de nature à renforcer les objectifs du projet communal.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'engager une modification simplifiée du PLU qui comprend :

- La suppression de deux emplacements réservés de la liste et donc du plan de zonage.

CHOIX DE LA PROCEDURE

Les articles L.153-31 à L.153-35 du Code de l'Urbanisme (CU) définissent les cas dans lesquels l'évolution du Plan Local d'Urbanisme (PLU) doit faire l'objet d'une révision. Il s'agit :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

Apportant uniquement un correctif des emplacements réservés, la modification simplifiée du PLU de ST MARCEL L'ECLAIRE n'a aucune incidence sur l'économie générale du PADD.

- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

Apportant uniquement un correctif des emplacements réservés, l'emprise des zones agricoles, naturelles et des Espaces Boisés Classés (EBC) est inchangée à l'issue de cette procédure de modification simplifiée du PLU.

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

Apportant uniquement un correctif des emplacements réservés et ne modifiant pas les droits à construire, cette procédure de modification simplifiée ne comporte pas de graves risques de nuisance et n'impacte pas de zone protégée.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

Apportant uniquement un correctif des emplacements réservés et ne modifiant pas les droits à construire, cette procédure de modification simplifiée n'ouvre pas de nouvelles zones à la construction.

En conséquence, la présente évolution du PLU n'entrant dans aucun de ces cas et les changements envisagés relevant des emplacements réservés, elle peut s'inscrire dans une des procédures de modification du PLU prévues aux articles L.153-36 à L.153-48.

Conformément à l'article L.153-41 du CU, la modification doit faire l'objet d'une enquête publique lorsqu'elle a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

Les droits à construire ne sont pas changés par cette procédure de modification simplifiée. Il s'agit uniquement de supprimer deux emplacements réservés qui n'ont plus d'intérêt communal.

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

L'emprise des zones urbaines et à urbaniser du PLU est inchangée à l'issue de cette procédure de modification simplifiée.

L'évolution envisagée dans le cadre de la présente procédure porte sur la suppression deux emplacements réservés. Elle ne majore pas les droits à construire, ne les diminue pas et ne modifie pas les surfaces des zones U et AU. Elle n'entre donc pas dans les cas prévus ci-dessus.

En conséquence, la procédure à mettre en œuvre est **une modification simplifiée du PLU** qui doit faire l'objet d'une mise à disposition du public du dossier, pendant un mois, après avoir recueilli l'avis des personnes publiques associées (PPA).

Rappel du contexte

1 Situation et contexte géographique

La commune de SAINT-MARCEL L'ECLAIRE est située à l'Ouest du département du RHÔNE, en limite de la Loire, au sein de la région Rhône-Alpes. Le village est situé à 4 kms de la ville de Tarare, chef-lieu de canton, à 45 kms de Lyon, et 46 kms de Roanne. Saint-Marcel L'Eclairé, qui s'étend sur environ 1188 ha et comprend 538 habitants en 2018, appartient au canton de Tarare et à l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône. Le territoire de la commune est délimité à l'Ouest par la ligne de partage des eaux Atlantique/Méditerranée.

La Commune adhère à la Communauté de Communes de l'Ouest Rhodanien depuis le 1^{er} janvier 2014. Cet EPCI regroupe 31 communes et environ 50 616 habitants sur 577 km².

Situé en limite avec le département de la Loire, le territoire communal constitue un espace charnière à dominante rurale au pied des Monts du Lyonnais, et du col du Pin Bouchain.

Il se situe dans les **Monts de Tarare**, espace de moyenne montagne situé en frange Ouest du département du Rhône, en continuité du Beaujolais vert au Nord, et des Monts du Lyonnais au Sud. Sur l'ensemble du territoire communal, l'altitude varie de 360 m à l'extrémité Est du territoire communal le long de la vallée de la Turdine en limite de la zone d'activités de Tarare, à 823 m dans la partie sud de la commune, soit une **amplitude altimétrique de 463 m**.

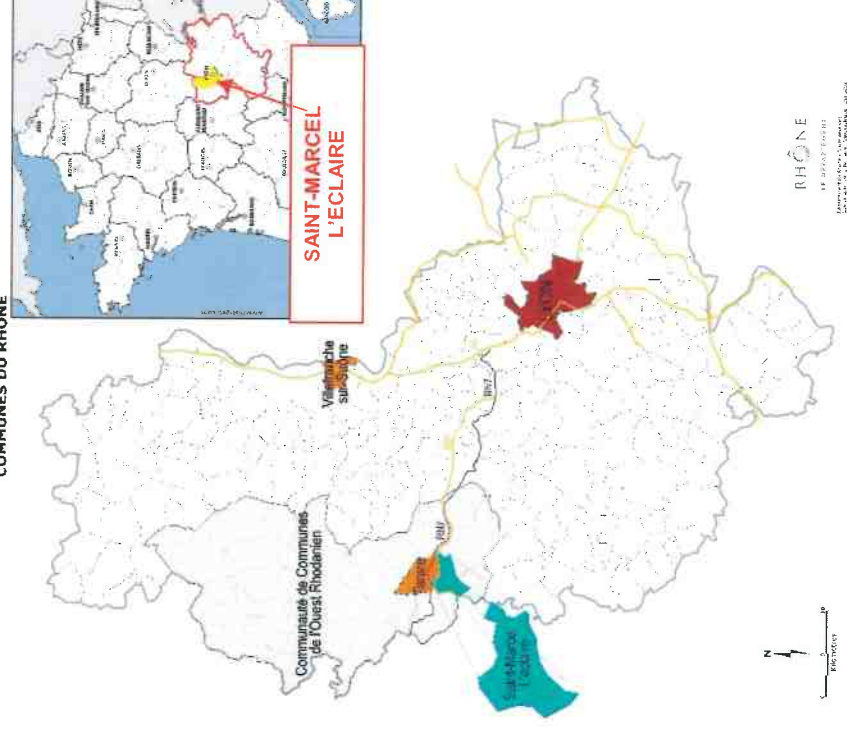
SAINT MARCEL L'ECLAIRE est une commune rurale dont le territoire est dominé par les espaces forestiers, notamment forêts de conifères. Les espaces boisés sont présents majoritairement dans la partie Sud du territoire, sur les reliefs et sur les versants orientés Nord. La Superficie Agricole Utile représente 333 ha soit 30% du territoire communal. Les prairies sont dominantes.

Les principaux espaces urbanisés se concentrent au centre de la commune et s'étalent le long de la ligne de crête. Ils correspondent au bourg et à ses extensions, mais ils présentent un étalement urbain relativement limité, suivant la topographie du site.

Sur le reste du territoire communal, la trame bâtie est très dispersée selon une diagonale Nord-Est/Sud-Ouest, et épouse les coteaux non boisés.

Localisation de SAINT MARCEL L'ECLAIRE dans le département du RHÔNE, en limite du département de la Loire

COMMUNES DU RHÔNE



2 Profil de la commune

SAINT MARCEL L'ECLAIRE :

Région : Rhône-Alpes

Département : Rhône

Arrondissement : Villefranche-sur-Saône

Canton : Tarare

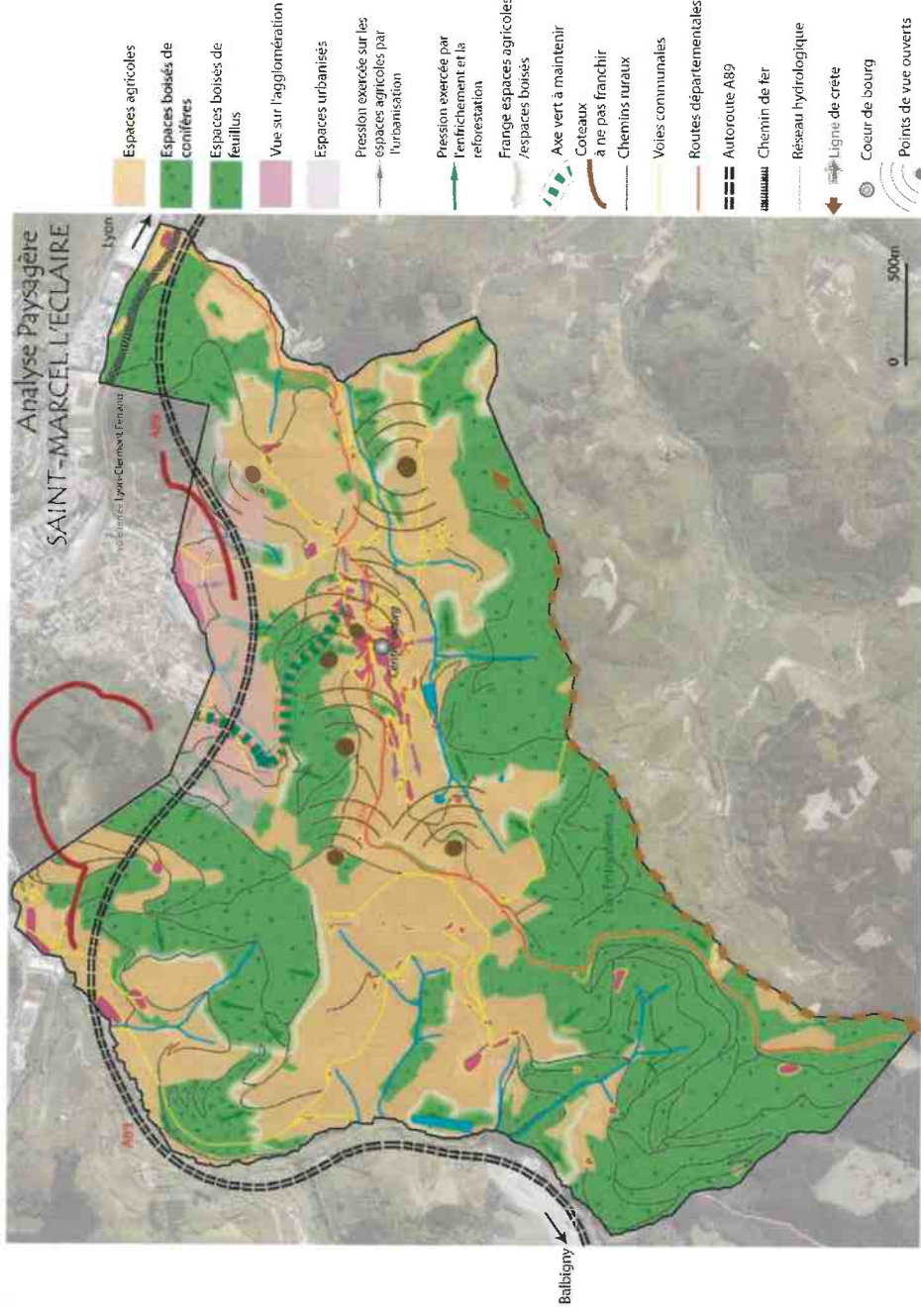
Communauté de Communes : Ouest Rhodanien

SCOT : Beaujolais

Superficie : 1188 ha

Altitudes : maximale 360 m
minimale 843 m

Population : 538 habitants (2018)



OBJETS ET MOTIFS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

3 Les modifications

La modification des emplacements réservés : liste et plan de zonage

La partie de l'emplacement réservé n°1 d'une surface de 747m2 définie initialement entre la rue du levant et la zone OAP dite le bourg n'a plus lieu d'être car le maillage piétonnier prévu au cours de la procédure de la révision allégée n°1 de la dite OAP en cours, est efficient permettant de rejoindre le bourg et tous les équipements municipaux.

La partie de l'emplacement n°1 correspondant à une surface de 747m2 est supprimée de la liste et du plan de zonage.

L'emplacement réservé n°2 d'une surface de 1280m2 défini initialement entre la place de l'école et le bas du lotissement le Mortier, rue des Rameaux, n'a plus lieu d'être, car un projet d'aménagement futur des parcelles qu'il traverse présente une desserte correspondant en tout point aux attentes communales initiales.

LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES AVANT

DESTINATION	LOCALISATION	SUPERFICIE (approximée)	BENEFICIAIRE
1 - Création de voies de desserte de la zone 2AU Ouest dont cheminement piétonnier	LE BOURG OUEST Section OA Parcelles 250 et 959 Parcelles 511 et 959 Parcelles 386, 546 et 545	532 m² 594 m² 747 m²	Commune
2 - Création d'une voie de desserte du lotissement EST	LE BOURG EST Section OA Parcelles 243, 474, 480, 987 et 343	1280 m²	Commune

LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES APRES

DESTINATION	LOCALISATION	SUPERFICIE (approximée)	BENEFICIAIRE
1 - Création de voies de desserte de la zone 2AU Ouest dont cheminement piétonnier	LE BOURG OUEST Section OA Parcelles 250 et 959 Parcelles 511 et 959 Parcelles 386, 546 et 545	532 m² 594 m² 747 m²	Commune
2 - Création d'une voie de desserte du lotissement EST	LE BOURG EST Section OA Parcelles 243, 474, 480, 987 et 343	1280 m²	Commune

4 La traduction dans le dossier réglementaire

1. Rapport de présentation
Aucune modification n'est apportée.
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
Aucune modification n'est apportée.
3. **Plans de zonage**
Une partie de l'emplacement réservé n°1 (747m2), ainsi que l'emplacement réservé n°2 ont été supprimés.
4. Règlement. Aucune modification n'est apportée.

5. **Orientations d'aménagement et de programmation.**
Aucune modification n'est apportée
6. **Emplacements réservés**
Une partie de l'emplacement réservé n°1 (747m2), ainsi que l'emplacement réservé n°2 ont été supprimés.
7. Servitudes et contraintes
Aucune modification n'est apportée.

IMPACTS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

5 Impact sur l'environnement

La commune possède une biodiversité remarquable, liée notamment à son réseau hydrographique, et sa situation en limite de bassin versant.

Les affluents de la Turdine naissent en plusieurs endroits de la commune et s'écoulent en direction de Tarare. Ils sont source d'une riche biodiversité.

Le territoire de la commune est donc concerné par :

➔ **2 ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique**

→ ZNIEFF I: *Affluents de la Turdine (690800001)*

→ ZNIEFF II: *Haut Bassin Versant de la Turdine (6908)*

Les secteurs concernés par la modification simplifiée ne font pas partie de ces ZNIEFF.

De plus, la modification simplifiée n'a pas pour objet d'ouvrir à l'urbanisation de nouveaux secteurs de la commune, notamment à proximité de ces sites d'intérêt environnemental remarquable.

En conséquence, la modification simplifiée n'a aucune incidence négative sur l'environnement.

6 Impact sur l'activité agricole

La modification simplifiée n'a pas pour objet d'ouvrir à l'urbanisation de nouveaux secteurs de la commune. Au contraire, elle organise la densification des zones déjà classées en U ou AU pour répondre aux enjeux de limitation de la consommation foncière.

En conséquence, la modification simplifiée n'a aucune incidence négative sur les espaces agricoles.

CONCLUSION

Ainsi, la présente modification simplifiée comme il vient d'être démontré :

- ne porte pas atteinte à l'économie générale du PADD ;
- ne porte pas atteinte à l'activité agricole ;
- ne porte pas atteinte à l'environnement ;
- ne réduit pas les espaces boisés classés ou une protection édictée en raison des qualités des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- ne comporte pas de graves risques de nuisances ;
- ne portent pas sur la destination des sols ;
- visent à modifier des éléments mineurs.

Par conséquent, la modification simplifiée ne remettant pas en cause l'économie générale du PADD et n'entraînant ni risques, ni nuisances, ni impact sur l'environnement, **aucune compensation particulière n'est prévue.**

Par ailleurs, le projet ne permettant pas la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, **une évaluation environnementale n'est pas nécessaire.**

Plan Local
d'Urbanisme

P.L.U

Commune de

SAINT MARCEL

L'ECLAIRE

(Département du RHÔNE)



B. EMPLACEMENTS RESERVES

Arrêté le

Approuvé le

Modifié le 27 juillet 2017

P.L.U DE SAINT MARCEL L'ECLAIRE
LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

